



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 6 octobre 2017

**Discours de M. Edouard PHILIPPE, Premier ministre  
Au Lycée René Descartes  
à Champs-sur-Marne  
Mercredi 4 octobre 2017**

Madame la Préfète  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Madame la Provisieur,  
Madame la Rectrice,  
Mesdames et Messieurs les Professeurs,  
Madame la Ministre,  
Mesdames et Messieurs,

Nous sommes venus cet après-midi avec Madame la Secrétaire d'État, Marlène SCHIAPPA, ici, à Champs-sur-Marne pour lancer officiellement le Tour de France de l'égalité entre les femmes et les hommes. En général, le Tour de France, c'est un exercice qui se passe avec la « petite reine », c'est-à-dire avec le vélo, le Tour de France.

Mais avant d'être une course cycliste, le Tour de France c'était un exercice que l'ensemble de ceux qui étaient en train d'apprendre quelque chose et d'acquérir une compétence essentielle devaient réaliser. Ils devaient parcourir la France pour apprendre ce qu'il y avait de plus essentiel dans leur métier. Eh bien je vous propose de revenir à cette idée simple que le Tour de France, c'est quelque chose où on apprend l'essentiel. Et l'essentiel, l'essentiel c'est de se battre et d'essayer de faire en sorte que, de façon très nette, on arrive à une meilleure égalité entre les femmes et les hommes.

Et si on a décidé de lancer ce Tour de France, ici, à Champs-sur-Marne, mais encore plus qu'à Champs-sur-Marne, dans un lycée, c'est parce que comme toujours, tout commence à l'école, et que nous avons trouvé ici, à Champs-sur-Marne, des lycéens et peut-être encore plus que des lycéens, une équipe pédagogique entière extrêmement mobilisée, extrêmement soucieuse de faire en sorte que ce principe de l'égalité entre les femmes et les hommes ne soit pas simplement quelque chose qui soit une discussion sur le droit applicable, mais que ce soit un combat permanent, une prise de conscience continue, quelque chose qui relève du quotidien et de la préparation de l'avenir.

La question de l'égalité entre les femmes et les hommes, elle n'est pas simplement importante, ici à Champs-sur-Marne, dans ce lycée, elle est au cœur de ce que le président de la République a, pendant la campagne présidentielle, qu'il a conduite, appelé une « grande cause nationale ». Nous voulons faire en sorte que pendant les cinq années du quinquennat, cette lutte permanente

– c'est une lutte pacifique, mais c'est une lutte résolue – soit « la » grande cause de notre action dans le domaine politique.

Pourquoi ? Parce que comme vous l'avez dit, et comme au fond nous tous, les inégalités et les préjugés persistent, et persistent durablement. Ils sont parfois profondément enracinés dans notre façon de voir le monde, pas simplement dans la façon des autres de voir le monde ; dans notre façon collective de voir le monde. Nous vivons dans un monde où les préjugés existent, et parfois nous y adhérons et parfois même, nous les diffusons, les inégalités et les préjugés.

Les outrages sexistes, vous en avez parlé, Mademoiselle, les outrages sexistes dans la rue qui sont heureusement dénoncés de plus en plus souvent par les femmes mais demeurent bien trop réguliers, évidemment posent la question de la place des femmes dans l'espace public. Les actes de violences faites aux femmes ne diminuent pas. Plus de 210.000 femmes sont concernées par ces actes de violence et ces actes touchent deux fois plus les femmes sans activité que les femmes qui travaillent.

Je crois que quelqu'un, pendant la table ronde qui avait la caractéristique – et c'est souvent le cas dans les tables rondes – de ne pas être ronde du tout puisqu'il s'agissait de tables carrées, je crois que quelqu'un pendant cette table ronde a dit qu'il y avait de l'ordre de 130 femmes qui mouraient chaque année sous les coups de leur conjoint, ou de quelqu'un de leur famille proche.

Dans le domaine professionnel, les écarts de salaires qui sont des écarts injustifiés entre les femmes et les hommes, n'ont pas bougé depuis vingt-cinq ans. Les hommes gagnent, on l'a dit, là encore, en moyenne 12 % de plus que les femmes, à compétences, à niveaux et à temps de travailler égaux. On parle vraiment de cet écart entre des personnes qui sont dans une situation identique. Vous savez qu'en France, la question, le principe d'égalité, c'est l'égalité entre des gens qui sont dans une situation identique. Eh bien aujourd'hui – pas il y a cinquante ans ! Aujourd'hui – dans la France dans laquelle on vit, il y a 12 % d'écart entre les femmes et des hommes, alors qu'ils ont le même niveau de compétence, le même métier, le même temps de travail.

La parité et la mixité dans les métiers du privé, comme du public d'ailleurs, restent difficiles à atteindre. Là encore, on peut citer quelques chiffres, ils sont éloquentes : seulement 29 % des ingénieurs diplômés sont des femmes, moins d'un tiers. Les femmes représentent moins de 30 % des membres des conseils d'administration et de surveillance des entreprises cotées, et dans les entreprises qui ne sont pas cotées, ce chiffre est de 14 %. Ça veut dire que dans ces lieux de décisions importantes pour les entreprises, il y a nettement moins de femmes que d'hommes, et quand les entreprises ne sont pas cotées, il y a encore moins de femmes qui prennent et qui participent à la prise de ces décisions.

Enfin, le partage des responsabilités familiales doit aussi progresser ; 72 % des tâches ménagères sont réalisés par les femmes ; le taux d'emploi des mères d'un enfant s'élève à 70 %, contre 90 % pour les pères, et lorsqu'on a des familles de trois enfants, c'est 36 % pour les mères, contre 85 % pour les pères concernés. On voit bien qu'il y a là une différence fondamentale, et évidemment une inégalité qui se produit au moment où on élève ses enfants, mais qui produit des effets pendant très longtemps ! Parce que, vingt ans après, trente ans après, lorsqu'on reprend une activité ou lorsqu'on veut bénéficier des droits à la retraite, il y a évidemment une différence criante dans la situation entre les femmes et les hommes.

Ces différences, ou ces inégalités plus exactement – les différences peuvent être compréhensibles, les inégalités ne le sont pas – il ne faut pas les accepter. Parce qu'elles appellent et que finalement, elles commandent une réponse collective.

Nous devons, je le dis, c'est vrai pour tous ceux qui sont présents ici, nous devons donner un nouvel élan à l'égalité entre les femmes et les hommes pour renforcer à la fois l'effectivité de

droits dans les faits, parce qu'heureusement, beaucoup de choses ont été faites, beaucoup de droits ont été accordés, on ne part pas de rien ! Heureusement ! Mais il faut que ces droits qui ont été accordés produisent des effets. Il faut qu'on en arrive, non pas simplement à la déclaration du droit, mais à l'effectivité du droit. C'est beaucoup plus important. C'est beaucoup plus difficile aussi. Au fond, on peut se battre pour donner des droits, et il faut le faire, mais une fois qu'on a fait ça, il faut se battre pour que ces droits produisent leurs effets.

Et vous avez posé la question tout à l'heure : comment est-ce qu'on fait pour que des lois, qui existent, produisent leurs effets ? Eh bien c'est un sujet, et c'est un sujet important sur lequel on doit faire avancer, notamment si on veut faire reculer les stéréotypes sexistes.

Le gouvernement que je dirige sera pleinement mobilisé pour rendre cette égalité plus effective qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'est la mission qui a été confiée à Marlène SCHIAPPA, et c'est la mission dont elle est investie avec une détermination, une sérénité et en même temps une volonté que personne ne songerait à lui dénier le moindre début du commencement de la moitié d'une seconde. C'est vrai !

Notre action reposera sur quatre grands piliers.

Le premier pilier, c'est : assurer mieux qu'aujourd'hui l'égalité professionnelle en accompagnant les entreprises, en les formant mieux aussi, à cette thématique de l'égalité, et je dis bien : en les formant mieux à cette thématique de l'égalité ; parce qu'il est possible que certaines inégalités soient le produit de la méchanceté ou de l'obscurantisme ou du sexisme le plus abject ; mais il est bien plus probable encore qu'elles soient simplement ou qu'elles soient souvent le produit au fond de l'indifférence, c'est-à-dire qu'on ne se pose pas la question, et comme on ne se pose pas la question, on laisse les stéréotypes et on laisse les inégalités prospérer. Ce n'est pas forcément de la méchanceté, mais c'est souvent de l'indifférence, et l'indifférence est, à bien des égards, souvent plus problématique.

On doit donc s'assurer effectivement sur le terrain que les choses bougent, dans les politiques salariales comme dans les politiques plus globales de ressources humaines. En 2018, nous présenterons un plan d'action visant à développer la mixité des métiers, en choisissant quelques filières qui feront l'objet d'un focus particulier, en essayant de lutter aussi contre les stéréotypes dès l'école et le plus tôt possible, afin de favoriser des choix d'orientation plus libres et plus éclairés ; vous avez évoqué, à l'occasion de cette table ronde, toute une série de sujets sur cette orientation. Il faut l'avoir en tête.

Le deuxième pilier, c'est le renforcement des droits sociaux des femmes. Il s'agit d'améliorer le congé maternité des femmes pour assurer une plus grande lisibilité des systèmes et une meilleure équité entre les femmes, quel que soit leur statut. Nous allons essayer de permettre une meilleure articulation des temps de vie en augmentant le nombre de places de crèche. Ce n'est pas l'État qui augmente tout seul sur le nombre de places de crèches ! C'est bien souvent les mairies et les élus municipaux – et j'ai été longtemps, je le suis toujours d'ailleurs, un élu municipal ; j'ai été maire, mais je suis toujours un élu municipal – savent que la responsabilité évidente, c'est aussi les conseils départementaux qui interviennent en la matière. Nous devons faire en sorte de les aider à créer ces places de crèche, et nous devons faire en sorte de garantir une bien plus grande transparence des critères d'attribution dans ces crèches. Parce que là, nous avons un effort à faire pour que chacun comprenne comment ça fonctionne et que chacun puisse bien saisir ces critères d'attribution.

Troisième pilier : la lutte, la lutte résolue contre les violences sexistes et sexuelles. Elle est au cœur de l'action menée par le gouvernement. Je voudrais en donner un exemple, mais il y aura beaucoup d'autres volets dans cette lutte, c'est la question des outrages sexistes. C'est un des engagements portés par Marlène SCHIAPPA qui a été pris par le président de la République : il

s'agit de faire en sorte que les outrages sexistes ne soient plus permis, ne soient plus acceptés, ne soient plus tolérés parce qu'ils seraient simplement verbaux, ou parce qu'ils n'auraient pas le « degré » entre guillemets « de gravité pénale » d'autres actes. L'outrage sexiste n'est pas admissible. Point. Et ce n'est pas la peine de discuter. On ne peut pas, pour des raisons liées au genre, autoriser d'une quelconque façon un outrage, une injure, un comportement déplacé.

Dernier pilier : l'exemplarité. On en a beaucoup parlé pendant cette table ronde. C'est d'abord l'exemplarité personnelle – et je considère, moi en tant que individu et en tant qu'homme, que j'ai évidemment, comme beaucoup d'entre nous, beaucoup de progrès à faire en la matière, mais l'État – le gouvernement et l'État – a aussi des progrès à faire et doit être exemplaire.

Il faut améliorer la parité dans les métiers. Améliorer la parité dans les métiers, ça ne veut pas simplement dire faire en sorte qu'il y ait plus d'hommes ou plus de femmes dans les métiers où il n'y aurait que des hommes ! Ça veut dire aussi veiller à ce qu'il y ait plus d'hommes dans les métiers où il n'y aurait que des femmes ! La parité est, à bien des égards, une vertu. Et nous avons parfois laissé des situations où des milieux professionnels sont presque exclusivement féminins, ou presque exclusivement masculins. Ce n'est jamais bon, dans un sens comme dans l'autre. Donc nous devons essayer d'organiser et de favoriser cette parité et cette mixité des métiers.

Il faut aussi opérer un changement de culture et de pratiques, au sein de l'État afin de favoriser un meilleur équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle. Il y a des métiers dans lesquels c'est beaucoup plus facile que d'autres, et il y a des métiers dans lesquels c'est redoutablement difficile. On doit s'interroger sur tous les métiers pour faire en sorte que tous les métiers soient accessibles, et assumables.

Ces actions sont importantes, elles sont indispensables, mais elles ne sont pas suffisantes. Elles ne sont pas suffisantes parce que ce combat pour l'égalité femme/homme, cette lutte permanente, cet effort permanent que nous devons réaliser, ce n'est pas simplement l'effort des pouvoirs publics, ce n'est pas simplement l'effort du droit, c'est l'effort de tous les Français. C'est toutes les françaises et tous les Français qui doivent s'approprier le sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est un enjeu central, et c'est évidemment le vecteur de progrès pour l'ensemble de la société qui... que nous devons porter, voilà, tous ici. C'est dans cet esprit que le Tour de France de l'égalité entre les femmes et les hommes a été conçu et qu'il est porté par Marlène SCHIAPPA et son secrétariat d'État.

Avec des élèves du lycée de Champs-sur-Marne, je viens de participer à un atelier où nous avons discuté d'égalité entre les filles et les garçons. Nous avons abordé les actions qui sont menées dans ce lycée ; elles sont absolument remarquables, pour favoriser un choix d'orientation libre de stéréotype, en particulier vers les filières d'avenir, telles que le numérique ou l'informatique. Ce sont ces échanges libres, ces partages d'expérience, ces initiatives personnelles ou collectives qui doivent essaimer partout sur le territoire.

Et j'ai envie de dire, au fond puisque je m'exprime en public, à tous ceux qui s'intéressent à ce sujet, à tous ceux qui pensent que c'est au lycée qu'il faut commencer à agir « venez à Champs-sur-Marne ; venez voir » ; Madame la Proviseur, vous allez avoir des visites, ça va vous occuper beaucoup, vous serez bien assistée, je le sais, mais « venez voir ». Là encore, l'exemple a une valeur unique, et venez voir ce qui se pratique ici. Je pense que c'est exemplaire, je pense que c'est intéressant et je pense que ça produit de remarquables résultats ».

Nous devons donner des exemples, nous devons mobiliser partout sur le territoire. C'est le sens du Tour de France que j'évoquais tout à l'heure, nous faire parler de l'égalité au quotidien afin que nous puissions ensuite prendre des mesures nécessaires pour faire progresser la situation.

Jusqu'au 8 mars prochain, ce ne sont pas moins de 300... 300, oui 300 ateliers qui se tiendront sur tout le territoire et qui vont permettre de conjuguer des débats citoyens ouverts, et des ateliers plus ciblés, comme celui de cet après-midi.

L'objectif que s'est fixé madame SCHIAPPA, c'est d'atteindre 50.000 participants, c'est-à-dire de ne pas confiner ce sujet à ceux qui savent déjà que c'est un sujet important, mais au contraire, l'ouvrir à tous ceux qui pensent que, au fond, ça n'est pas un sujet pour eux. Si, c'est un sujet pour tous, c'est un sujet pour tous les Français, c'est une cause pour tous les Français, c'est pour ça que c'est une cause nationale.

Tous les sujets doivent être abordés, sans tabou : la santé, la sexualité, la précarité, la présence des femmes dans l'espace public, dans le sport – on en a parlé tout à l'heure – dans la culture, l'égalité professionnelle, la conciliation des temps, la parité chez les élus locaux et chez les élus syndicaux, la parité dans l'entreprise, les violences faites aux femmes. Tous ces sujets doivent être abordés directement, sereinement, ouvertement, publiquement, et tous les territoires sont d'ores et déjà mobilisés, en métropole et en outre-mer.

Organisés au niveau départemental et régional, ces ateliers vont donner l'opportunité à chacun de s'exprimer sur la question de l'égalité, et sur ce qu'ils attendent concrètement des pouvoirs publics pour la faire progresser. Mais j'insiste : c'est très bien de dire ce qu'on attend des pouvoirs publics pour faire progresser ce sujet, mais la solution n'est pas tout entière chez les pouvoirs publics. Elle est aussi chez chacune ou chez chacun, chez tous, dans un combat permanent, sur son environnement, avec sa famille. Il ne s'agit pas de combattre sa famille ! Ou de combattre son environnement ! Mais il s'agit de porter une cause et d'expliquer que c'est un combat tous les jours, qui ne dépend pas simplement du droit ou des décisions des pouvoirs publics.

Des dizaines d'ateliers sont déjà programmés en Nouvelle-Aquitaine, en Bretagne, dans les Hauts-de-France, en région Rhône-Alpes, en Normandie aussi, à Cherbourg, à Toulouse, à Pau, en Corse, en Aveyron, il y aura des dizaines de forums, de spectacles, de rallyes, de colloques et d'autres événements collectifs qui sont déjà prévus.

Je pense que c'est très bien que le sujet soit abordé à travers une très grande diversité d'initiatives qui s'inscrivent toutes dans le cadre du Tour de France de l'égalité. Et ça ne doit être qu'un début ! Parce que plus il y aura d'ateliers, plus il y aura d'échanges sur l'égalité entre les femmes et les hommes, plus il y aura de propositions d'actions, et plus nous pourrons les traduire en politiques publiques et enrichir les politiques publiques que nous voulons concevoir et mettre en œuvre.

J'en appelle donc à votre mobilisation collective pour que, tous ensemble, nous fassions vivre la grande cause du quinquennat et que celle-ci s'incarne dans la réalité du quotidien de nos concitoyens.

Pendant plusieurs mois, le Tour de France de l'égalité va permettre de faire remonter ces attentes, de valoriser les initiatives qui existent déjà, de diffuser ces initiatives, et puis peut-être aussi d'inventer de nouvelles actions publiques. Grâce à ces ateliers, nous allons définir et préciser les priorités thématiques annuelles constituant la grande cause nationale du quinquennat.

C'est donc à une nouvelle étape d'un combat ancien, d'un combat qui a déjà commencé à produire ses effets que je vous appelle. Vous devez être, très tranquillement mais très sereinement, des artisans de cette transformation du monde et de cette plus grande égalité, de cette complète égalité les femmes et les hommes que nous appelons de nos vœux.

Je voudrais, même si nous sommes ici dans un établissement qui porte le nom de celui qui a dit « Je pense donc je suis », je voudrais vous citer un autre penseur français encore plus célèbre qui, dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, s'était engagé dans des causes qui semblaient peut-être, pour certains à l'époque, extravagantes. Il était pour la République quand l'Empire progressait, il était pour la lutte contre la peine de mort quand au fond, personne n'imaginait qu'on puisse la remettre en cause, et il était pour l'égalité entre les femmes et les hommes à une époque où la domination masculine, physique, sociale, économique, culturelle était probablement à son apogée.

Cette époque, c'est le XIX<sup>ème</sup> siècle et cet auteur, c'est Victor HUGO. Et Victor HUGO disait, en 1875, « une moitié de l'espèce humaine est hors de l'égalité. Il faut l'y faire rentrer, et donner pour contrepoids au droit de l'homme, le droit de la femme ». C'était en 1875, nous avons beaucoup avancé sur le chemin qu'il indiquait, mais nous ne sommes pas encore complètement au bout, et qu'il y a peut-être ici le prochain Victor HUGO – je dis : ici, dans cette salle, parce que pour nous, avec Marlène, c'est déjà raté ; je ne crois pas qu'on soit le futur Victor HUGO.

Peut-être il y a le futur Victor HUGO dans cette scène... dans cette salle, pardon, qui pourra dire dans quelques années : « Voilà, nous sommes arrivés au bout d'un chemin qui a été long, qui a été difficile, qui a exigé des combats, qui a exigé des avancées. Nous avons réussi ». C'est tout le mal que je nous souhaite collectivement, et c'est aussi à ça que vont servir toutes ces étapes, ces très nombreuses étapes du Tour de France de l'égalité entre les femmes et les hommes qui commence aujourd'hui, à Champs-sur-Marne, et qui se terminera le 8 mars.

Merci beaucoup.